Kourou : les parents se bougent...

Suite à un cambriolage « de trop », parents et enseignants de toutes les écoles de Kourou se sont rencontrés pour discuter de la situation intenable et inacceptable dans nos écoles.

En effet, chaque week-end, nous nous demandons dans quel état nous allons retrouver notre école ; les visiteurs intempestifs auront-ils « seulement » laissé traîner quelques préservatifs ou auront-ils pris la télé, les ordinateurs (pour les chanceux qui en seraient dotés) ?

Auront-ils « seulement » cassé une vitre ou auront-ils saccagé les classes, renversant tout et déversant colle et peinture sur les meubles et les sols ?

Les élèves aussi s'inquiètent et s'interrogent : « notre exposition d'insectes géants c'est pour faire peur aux voleurs » ?

Bref, nous en avons tous assez et les parents dont les impôts et la coopérative participent à la dotation mairie pour l'achat du matériel se demandent comme nous si le matériel volé ou détérioré sera remplacé, ils se sont donc organisés en collectif afin de représenter tous les parents de Kourou et d'aller demander au Maire d'installer un gardien à demeure dans chaque école pour limiter les intrusions. Une pétition dans ce sens a été signée par de nombreux parents et le personnel des écoles.

A suivre…

F.Facon

Incendie dans une classe de St-Laurent

Mercredi 28 Février, en plein après-midi, un incendie criminel s'est déclaré dans une

classe de l'école des Malgaches à Saint Laurent du Maroni. La classe en question a complètement brûlé de l'intérieur et les deux classes contiguës ont sérieusement été touchées. 75 gamins se sont retrouvés quelques jours à la rue (et 3 Maîtres sans élèves), quelques jours seulement car l'équipe a vite réagi et deux réunions de crise ont permis l'installation rapide de trois bungalows provisoires dans la cour de récréation.

Le lundi 12 Mars tout est rentré dans l'ordre. Merci à la municipalité de St Laurent qui a réagi rapidement et favorablement aux demandes des collègues des classes sinistrées.

Si le mobilier et le matériel de deux classes ont été épargnés, ce n'est pas le cas de la troisième. La collègue a tout perdu et risque de repartir dans une

classe avec du matériel de récupération (il va falloir faire les fonds de tiroirs).

Bon courage à eux pour finir l'année car ils ne réintégreront par leur classe avant la rentrée prochaine...

A St Laurent, Dominique

Compte rendu d'infos syndicales

Matoury, Macouria :

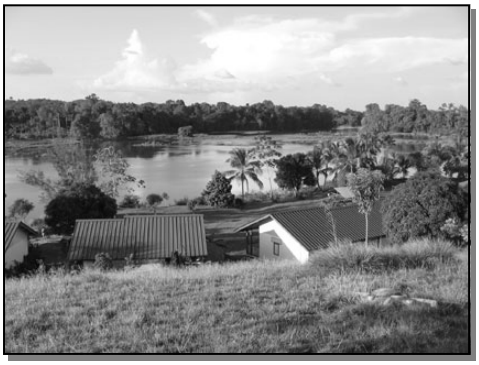
Il y a eu principalement des questions sur le mouvement et le changement de la semaine de travail proposée par le maire puis par l'inspecteur.

Pour le calendrier scolaire une seule personne était contre la déconnexion de pâque avec les vacances à Macouria.

Il y a un problème au niveau de l'implication des enseignants lors des manifestations ou journées syndicales.

Apatou, Grand Santi et Javouhey :

Des gens très motivés à l'info de Grand-Santi. Il y a le problème de la lettre d'un parent délégué contre le fait qu'il y ait trop de contractuels sur Grand-Santi. Sur place et après discussion avec toutes les parties, visiblement la tension est retombée...



Catus devait passer mais à ce jour nous n'avons aucune nouvelle. Affaire à suivre.

L'école privée de Javouhey doit fermer mais que deviennent les enfants ? Visiblement la fermeture est repoussée. L'ouverture d'une école de 19 classes est prévue théoriquement pour la rentrée mais pour l'instant il n'y a pas de première pierre ni de postes au mouvement.

Saint-Laurent :

Forte participation, discussion sur le temps de travail.

Proposition de la mairie de faire la semaine continue. On ne sait pas ce qui est derrière cette proposition.

Maripasoula et Papaïchton

Les collègues ne font pas remonter les problèmes notamment pour les remplacements par les PE2 des collègues partant en stage.

Problème de la direction du Bourg qui n'est toujours pas libérée. Problème de la journée de solidarité qui selon le SE est faite avec les deux jours de pré-rentrée.

Loca a deux classes sans enseignants alors que le maire a tout fait pour construire les classes. Les collègues ont fait un Blog qui a permis de tenir au courant les gens. Il y a pour l'instant une personne mais il manque toujours un enseignant.

Cayenne:

Discussion sur la fermeture des écoles lors de la grève des ATSEM alors que l'I.A.A. ordonne aux enseignants d'aller travailler. Le SNUipp a fait un communiqué disant que les enseignants n'ont pas à aller travailler. Visiblement il y a eu un flottement par rapport à la situation.

Lorsqu'un maire ferme une école les enseignants comme les élèves ne doivent pas entrer dans l'école. Par contre les enseignants sont à la disposition de l'administration.

Kourou :

Il y a eu de gros problèmes de remplacement : 20 absences non remplacées. Le recrutement de contractuels se fait par connaissance car il n'y a même plus de contractuels.

Une action des parents d'élèves pour enrayer les cambriolages dans les écoles a été lancée. Il y a un collectif de parents pour mettre un gardien de nuit dans chaque école. Je SNUipp demandera une audience au maire pour parler de ce problème ainsi que de la décision de la mairie de baisser la dotation par enfant de 33 € à 30 € au motif que les enseignants utilisent mal la dotation selon le maire. Ce dernier posséderait des photos de classes montrant le gaspillage en matériel...

Il manque un maître E. Les 2 CLIN supplémentaires qui apparaissent sur Savane sont, en principe rattachée à Patient car ce sont les classes du village Saramaka. Erreur involontaire ou volontaire : savane, non ZEP ; Patient, ZEP ! Serait-ce une question d'indemnités ? Question à régler.

Les collègues du village Saramaka ont un code de priorité 1 sur ces postes.

Saint-Georges

Problème au niveau de l'inscription au concours de PE en raison des délais pour fournir les diplômes. Les candidats n'avaient pas été informés du délai supplémentaire qui leur avait été accordé pour la remise des pièces. Ils ont jusqu'aux épreuves d'admissibilité pour le faire.

Le rectorat ne verse pas l'indemnité d'isolement aux collègues de SEGPA, ALPHA et UPI au motif qu'ils sont affectés au collège. Le décret ne précise pourtant pas que cette indemnité dépend de l'établissement où le PE ou l'instit est affecté. Question à régler.

Lors des inspections l'IEN tient des propos qui ne correspondent pas au rapport. Certains collègues inspectés par Mme Milliat souhaitent avoir une contre inspection mais elle leur propose de faire elle même cette contre inspection. Il faut lui rappeler les textes.

Roura et Régina sont toujours dans la liste des sites isolés et donc les collègues doivent bénéficier de l'indemnité de site isolé. Le rectorat va payer avec effet rétroactif pour tous les collègues. Pour Apatou le problème est inverse car la commune n'existait pas en 77 et donc les collègues doivent réclamer l'indemnité.

Le drapeau tricolore flotte en pays indien mais peu de choses évoluent sauf l'inflation des promesses non tenues.

S'il devait y avoir un classement des conditions matérielles de travail et de vie des écoles de Guyane, les écoles du pays wayana seraient d'année en année en queue de classement : absence d'eau potable, de moyens de communication pour Elahé et Cayodé, électricité en danger de rupture et d'entretien...

Contrairement aux dires cayennais, ces conditions matérielles ne s'expliquent pas par le « turn-over » important des enseignants venus de loin ; 11 des 13 enseignants sont des titulaires, les collègues contractuels travaillaient déjà en pays indien l'année dernière, tous souhaitent rester l'année prochaine (sauf s'ils sont obligés de partir en formation). Cette stabilité a permis quelques victoires non négligeables souvent contre l'administration, quelques fois avec elle : eau courante et téléphone satellitaire à Twenké, Internet à Antecum-Pata, sanitaires à Cayodé et à Elahé …) mais si les choses évoluent lentement nous sommes encore loin de « l'égalité républicaine » chantée par tous les ministres qui visitent en 2h00, comme un « zoo humain », le pays wayana.

En deux heures pourtant que d'engagements et que de promesses (le collège à Twenké, le parc qui prend en considération les désirs des populations, le statut des médiateurs bilingues, les internats, la prise en compte des frais de déplacement de l'équipe de circonscription…). Puis viennent ensuite les désillusions ; le collège qui n'est plus une priorité, l'enquête publique sur le parc qui n'est même pas regardée, le statut des médiateurs bilingues d'Elahé et Twenké qui change ce qui a pour conséquence un salaire qui passe de 1300 à 720 euros…

C'est aussi et surtout ces désillusions qui sont comme des coups de poignards dans le dos de nos camarades médiateurs, assistantes maternelles et enseignants qui font « rager »

La solution, d'après beaucoup d'entre eux : "que le travail et l'abnégation des médiateurs, des assistantes maternelles et des enseignants portent rapidement leurs fruits afin de permettre l'émancipation de ce peuple en formant des enseignants, des médecins, des techniciens wayanas....".

C. Bourrel